



Fonds de Consolidation de la Paix en  
République Centrafricaine



FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX  
RAPPORT DESCRIPTIF ANNUEL SUR  
L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET

PERIODE COUVERTE PAR LE RAPPORT: 1 JANVIER – 31 DECEMBRE 2009

**Soumis par :**

Nom: Mr Mahamat-Ahmad ALHABO  
Titre : Chargé d'Antenne  
Organisation : UNESCO  
Coordonnées  
courriel : [ma.alhabo@unesco.org](mailto:ma.alhabo@unesco.org)  
Tél : (+236) 70 985 002

**Pays :** République Centrafricaine

**Domaine Prioritaire :**  
Revitalisation des communautés affectées  
par les conflits

**N° du Projet :** PBF/CAF/K-5

**MDTF Office Atlas N°:** 00066666

**Intitulé du Projet :** Redynamisation des  
Centres de formation Professionnelle

**Organisation(s) UN  
participant(s):**

**Partenaires de mise en œuvre:**

- PNUD
- Entité nationale de mise en œuvre:  
Ministère de l'Education Nationale, de  
l'Alphabétisation, de l'Enseignement  
Supérieur et de la Recherche ; Ministère de la  
Jeunesse et des Sports, des Arts et de la  
Culture ; ACFPA ; GICA

**Budget du Projet (FCP) :**  
355 000 USD

**Durée du Projet (mois):** 18 mois

**Date de transfert :** 22 janvier 2009

**Date d'achèvement :** **21 juillet 2010**

**Révisions/Rallonges Budgétaires :**

## RAPPORT NARRATIF ANNUEL

### I. But

Le but principal du présent projet est la lutte contre la pauvreté, la lutte contre le chômage des jeunes et la contribution à la revitalisation des communautés affectées par les conflits.

Le projet vise à rendre opérationnel d'une manière durable 3 Centres de Formation Pratique et Professionnelle pouvant accueillir par promotion 180 jeunes (60\*3) et qui sont situés respectivement à Bria (Nord Est), Bossangoa et Bozoum (Nord Ouest) où l'environnement est plus propice aux déviances des jeunes dans des activités non favorables au maintien de la paix et mettant en péril les acquis déjà obtenus. A la sortie de ces établissements, il est attendu que ces jeunes organisés en coopérative soient aptes à s'auto installer. Chacun des 3 Centres offrira les trois spécialités retenues : maçonnerie, menuiserie, construction métallique.

Le pays est classé parmi les pays les plus pauvres du monde (169ème sur 175 pays pour l'IDH). La population est jeune, 49,4 % ont moins de 18 ans, 62 % de la population est rurale. 1 enfant sur 4 n'a jamais été à l'école et pour ceux qui y sont admis, 60 % abandonnent sans atteindre le niveau de fin de l'éducation fondamentale. L'espérance de vie scolaire est faible et n'est que de 3, 9 années. Les régions les plus sinistrées se trouvent au Nord-Est et au Nord-Ouest du pays. Ces situations précaires favorisent le recrutement et l'enrôlement des jeunes désœuvrés et pauvres dans des forces déstabilisatrices, situation particulièrement assez répandue dans ces provinces. Or, il est unanimement admis que pour lutter contre la pauvreté il faut créer des emplois. Dans un contexte où l'économie fonctionne essentiellement grâce au secteur informel (en Afrique Subsaharienne, ce secteur utilise entre 30 à 95 % de la population active), il est recommandé de dynamiser ce secteur. Il s'agit donc d'encourager l'auto emploi et les petites entreprises informelles (familiales ou individuelles).

Notre projet devra permettre l'autonomisation des bénéficiaires et aura un effet stimulateur de la demande. Pour cela, la qualité de l'offre sera améliorée pour répondre au besoin de la localité.

Cette démarche visant à tenir compte du secteur informel dans la création d'emploi et la lutte contre la pauvreté suit les recommandations de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et celles relatives aux régions d'implantation. En outre, ces actions sont conformes aux stratégies spécifiques des axes prioritaires énoncées dans la stratégie sectorielle de l'éducation 2010-2020 qui préconisent dans le domaine de la formation technique et professionnelle la redynamisation des filières courtes pour favoriser l'insertion dans la vie active en faveur des jeunes sortant des écoles primaires.

### II. Ressources

#### 1) *Ressources financières:*

Financements autres que le FCP : Contribution de l'UNESCO pour un montant de 10 000\$

#### 2) *Ressources humaines:*

Au niveau national un Expert a été recruté et assure la coordination des activités sous la supervision directe du Chef d'Antenne UNESCO de Bangui.

Au plan des appuis internationaux, le backstopping du projet est assuré par deux Spécialistes du Bureau UNESCO de Yaoundé et un Conseiller régional situé au BRED (Bureau Régional pour l'Education en Afrique), tous placés sous l'Autorité du Directeur du Bureau UNESCO de Yaoundé.

### III. Arrangements de Mise en œuvre et de Suivi du Projet

Les principaux partenaires impliqués dans l'exécution du projet sont:

- le Ministère de l'Éducation nationale dans les rôles présidence du Comité de pilotage et de Coordination au niveau national
- le Ministère de la Jeunesse et des Sports, des Arts et de la Culture dans les rôles de suivi du processus de la recherche des voix et moyens pour résoudre les questions relatives l'insertion professionnelle des jeunes conformément aux objectifs inscrits aux politiques nationales.
- l'Agence Centrafricaine pour la Formation Professionnelle et l'Emploi (ACFPE) dans les rôles de suivi du contenu des référentiels de formation ainsi que le processus de l'insertion socio professionnelle des sortants
- le Groupement Inter professionnel Centrafricain (GICA), une organisation patronale dans les rôles du suivi de la qualification des formés pour une future main d'œuvre de qualité
- le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) dans les rôles de suivi de l'exécution du programme selon les finalités visées par le PBF

Conformément au document de projet, dix entités dont les missions sont contenues dans le manuel de gestion validé par l'UNESCO et le Ministère de tutelle, interviennent chacune à son niveau. Il s'agit spécifiquement:

- Du comité de coordination inter Agences pour le Fonds.
- Du comité national de pilotage
- Du comité de coordination national
- De la direction de l'enseignement technique
- De l'unité de gestion du projet
- Du comité de contrôle départemental
- De la Direction du centre
- Du comité local de gestion du Centre
- Du comité des apprenants et des parents
- Du comité suivi post formation

L'UNESCO est l'Agence d'exécution du Projet. Le Ministère de l'Éducation Nationale de l'Alphabétisation de l'enseignement Supérieur et de la Recherche à travers la Direction de l'Enseignement technique, de la Formation Technique et Secondaire est l'interlocuteur direct dans l'exécution du Projet. A ce titre, le Ministère siège auprès des différentes instances de gestion et de coordination comme le Comité de Contrôle du Département au niveau régional, le Comité de coordination au niveau national. L'unité de gestion du projet assure la mise en œuvre des activités au quotidien.

Les approvisionnements sont effectués selon les règles et procédures de gestion de l'UNESCO. Ainsi, selon les montants à dépenser dans le cadre de l'acquisition de fournitures et ou de matériels, l'opération pourra être encadrée par un service spécialisé « Procurement » du Siège de l'UNESCO à Paris, en collaboration avec les services administratifs et financiers du Bureau UNESCO de Yaoundé.

Le suivi de l'exécution du projet se fait périodiquement au moyen de rapports mensuels, trimestriels et semestriels rédigés sur demande du Secrétariat du PBF, et/ou du Bureau UNESCO de Yaoundé. Le rapport narratif de chacune des activités réalisées est soumis au bureau de Yaoundé, accompagné des pièces justificatives des dépenses y relatives.

Aucune évaluation n'a encore eu lieu. Cependant des revues sont prévues ainsi qu'une évaluation à la fin du projet. Ces activités seront réalisées dans les mois qui suivent ce rapport, notamment à la fin des travaux de réhabilitation des bâtiments et après le démarrage des formations dans les Centres.

#### **IV. Résultats**

Pour atteindre les objectifs immédiats fixés par le projet, notamment, rendre opérationnel 3 centres de formation professionnelle (situés à Bozoum, Bossangoa et Bria) et promouvoir l'insertion des jeunes sortants des centres de formation dans la vie active, quatre résultats sont attendus :

**Résultat 1** : Les 3 centres sont réhabilités et équipés ;

**Résultat 2** : Le personnel d'encadrement est formé sur la nouvelle pédagogie et les nouveaux référentiels ;

**Résultat 3** : Les examens/tests sont effectifs à la fin des cursus et les sortants organisés en 9 coopératives créées ;

**Résultat 4** : Elaboration des manuels de procédures et mécanismes de suivi.

Globalement, le taux de réalisation est à 27%. En ce qui concerne :

**Résultat 1 : Les 3 centres sont réhabilités et équipés**

A ce jour, sur les cinq activités qui composent le résultat R1, trois ont été entièrement réalisées, il s'agit de :

- la mission de sensibilisation et d'état des lieux,
- l'établissement des listes des équipements,
- l'établissement de la liste des travaux de réhabilitation à faire.

Les deux autres activités, notamment, la réhabilitation des locaux ainsi que l'achat et l'installation des équipements sont en cours. Les prestataires de ces services sont identifiés et sous contrats avec l'UNESCO. Les premiers paiements ont été effectués et les travaux ont été lancés pour une durée estimée à un mois pour l'ensemble des sites du projet.

**Résultat 2 : Le personnel d'encadrement est formé sur la nouvelle pédagogie et les nouveaux référentiels**

Sur cinq activités trois sont déjà entièrement réalisées, il s'agit de:

- l'élaboration des référentiels et curricula de formation et des supports didactiques
- l'élaboration /adaptation des autres modules et des supports didactiques (VIH, Paix, citoyenneté...)
- l'identification et recrutement des instructeurs /formateurs

Deux activités sont programmées pour les prochaines semaines, la reproduction des matériels didactiques et la formation des Directeurs et instructeurs qui se fera dans un des centres réhabilités.

**Résultat 3 : Les examens/tests sont effectifs à la fin des cursus et les sortants organisés en 9 coopératives**

Il est composé de cinq activités :

- l'admission des apprenants,
- l'Achats des intrants de formation
- l'apprentissage/formation des apprenants,
- l'accompagnement dans la création et organisation des coopératives,

- dotation des kits selon les projets.

En attendant l'achèvement des activités de réhabilitation, la procédure d'achat des intrants a été déclenchée. Ce qui permettra aux centres d'être immédiatement opérationnels dès la fin de ces travaux.

#### **Résultat 4 : Elaboration des manuels de procédure et mécanismes de suivi**

Le manuel de gestion initié depuis la base, a été élaboré selon une démarche participative et validé par l'UNESCO et le Comité de pilotage. Il a été largement diffusé au début de la mise œuvre des activités du projet.

Les deux autres activités de ce résultat ont été programmées pour les prochains mois : l'organisation des revues et de l'évaluation finale.

#### **• Les principales contraintes dans la mise en œuvre se traduisent par :**

- le caractère particulier d'un tel projet comportant des aspects complexes, telle la réhabilitation des locaux,
- le souci de veiller au respect des procédures de l'Organisation en matière de contractualisation, surtout lorsque l'enveloppe atteint un certain montant qui oblige de passer par une voie d'appel d'offre,
- le souci de permettre au pays de réaliser des économies allant jusqu'à 30% de remise, dans les opérations d'acquisition de matériels, utilisant les services compétents du siège de l'UNESCO,
- le caractère exceptionnel de l'année 2009 qui correspondait à la fin de la biennale, période pendant laquelle l'Organisation clôture ses comptes en décembre et ne les ré-ouvre en termes opérationnels qu'en février de l'année suivante (2010).

### **V. Plan de travail futur**

Les actions prioritaires identifiées pour la période qui suit sont :

- la finalisation des réhabilitations et l'installation des équipements
- la formation sur site des formateurs et directeurs
- le lancement de l'apprentissage dans chaque centre
- l'organisation des revues et évaluations
- l'organisation des examens de fin de formation
- l'accompagnement des formés pour une insertion socioprofessionnelle, sous une approche coopérative.

Le budget nécessaire pour la période suivant le rapport y compris les risques de déficit, est estimé à 149 000 USD.

### **VI. Indicateurs de performance**

### **VII. Abréviations et sigles**

ACFPE : Agence Centrafricaine pour la Formation Professionnelle et l'Emploi

GICA : Groupement inter professionnel Centrafricain, CARITAS Patriciale de Bria